

13. indépendance des études

revendication

novembre 2020

Que l'évaluation des pesticides par l'ARLA porte essentiellement sur des études scientifiques indépendantes.



Il incombe à l'industrie de démontrer que son produit est « sécuritaire ». Elle doit donc faire réaliser différents tests pour en évaluer les risques sur la santé et l'environnement. Cependant, nous ne pouvons pas faire confiance à des compagnies par actions pour protéger le public. Nous devons apprendre des histoires précédentes comme celles de la cigarette et de l'amiante. D'ailleurs, dans le cas des pesticides, l'histoire nous a déjà démontré que nous ne pouvons faire confiance aux compagnies : lors des Monsanto Papers. Ces documents internes de la compagnie Monsanto, qui ont été

dévoilés sur la place publique, ont démontré que l'entreprise (rachetée par Bayer) connaissait depuis longtemps les risques sanitaires associés au Roundup et qu'elle ne les avait jamais mentionnés.

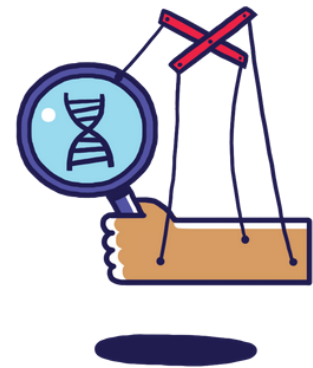


Je signe!

En laissant le soin aux industries de mener leurs propres études, nous leur laissons la possibilité de biaiser les expériences ou encore d'influencer le protocole expérimental.

En 2019, le Québec a beaucoup parlé de conflits d'intérêts pour les agronomes qui recommandent et vendent des pesticides en même temps. Nous parlions alors de primes d'un montant maximal pouvant atteindre quelques milliers de dollars - imaginez les risques financiers de produire des pesticides alors que le marché canadien est de près de 2 milliards de dollars (1).

Nous ne pouvons pas espérer que les compagnies agrochimiques soient désintéressées et élaborent des études non biaisées pour faire approuver leurs propres produits : le risque est trop grand.



LA RECHERCHE INDÉPENDANTE

Soulignons aussi qu'il existe une recherche indépendante. Elle se fait en parallèle et sans l'argent des multinationales. Il y en a d'ailleurs beaucoup sur le glyphosate et les néonicotinoïdes.

Malheureusement, la documentation qui a servi à l'évaluation des effets toxicologiques du glyphosate pour sa réhomologation en 2017 était constituée de 94% d'études issues de l'industrie (non revues par les pairs) et plus de 80% des études dataient d'avant l'arrivée (en 1996) des organismes génétiquement modifiés (OGM) : c'est doublement problématique quand on sait que la science évolue et que l'arrivée des OGM a fait exploser l'utilisation des pesticides à base de glyphosate.

Un des avantages de la recherche indépendante est qu'elle sera revue par des pairs : les protocoles et analyses seront critiqués par d'autres scientifiques. Cette critique devrait permettre aux études menées de s'améliorer : la seule constante en science est que tout est perfectible.

Il existe différents modèles économiques pouvant assurer le financement de la recherche indépendante. Par exemple, les compagnies pourraient verser des fonds au gouvernement, qui superviserait alors la recherche.

Nous ne sommes pas les seuls à mettre de l'avant cette solution. Des experts et organismes avaient aussi fait des propositions dans ce sens lors de leur participation à la commission parlementaire sur les pesticides. Les voici.

les positionnements à la CAPERN

- La professeure Maryse Bouchard, le professeur Marc-André Verner et le doctorant Patrick Ntantu Nkinsa au département de santé environnementale et de santé au travail de l'Université de Montréal;
- L'institut National de la Recherche Scientifique;
- L'institut national de Santé Publique du Québec (INSPQ);
- La Fondation David Suzuki;
- Vigilance OGM
- Et Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), mentionne l'importance des études indépendantes sans faire de recommandations officielles.

RÉFÉRENCES

(1) Statistique Canada. Données sur le commerce en direct - Balance commerciale canadiennes. [Internet]. Canada: Gouvernement du Canada; 2020 oct [cité 29 oct 2020]